



VILLE caraïbe MARTINIQUE



NEWSLETTER

36, bd Amilcar CABRAL, Imm. La Varangue, 97200 FDF.
BP 7222, 97277 Schoelcher cedex,
Pour publier un article sur des projets et actions de développement social et territorial : Tél : 0596 686452, Fax 0596 589628
contact@villecaraibe.com

WWW.VILLECARAIBE.COM

N° 35

Actualités

Agenda

Documentation

Capitalisation

Appels à projet

LA COHESION SE CONSTRUIT ISSN 2114-0316- Vendredi 27 Mai 2011

Sommaire

- Pages 2 à 3 Les récents travaux du Centre de ressources
- Pages 4 à 6 A noter ;
- Page 6 Actualités nationales et appels à projets
- Page 7 Bibliographie disponible au centre de ressources

Deux enjeux pour la Politique de la ville et pour l'action de Ville caraïbe dans un contexte de réorganisation et de transition.

Les évaluations formelles des CUCS pour la période 2007-2010 sont sur leur fin et les procédures d'appels à projets des CUCS 2011 sont en cours. Les orientations qui en ont découlé sont prises en compte dans les prochaines actions du Centre de ressources 2011. Notamment avec la mise en place de Séminaires spécifiques aux CUCS et notamment sur plusieurs entrées : la Réussite éducative et les Programmes de Réussite Educative, l'articulation Volet urbain et humain (PDRU-CUCS/ Grand Projet de Ville et Politique de la ville) et notamment la Gestion Urbaine de Proximité, l'intervention en direction des jeunes en décrochage, les Ateliers Santé Ville, le développement économique local et l'insertion...

La Politique de la ville « sans baguette magique ni Plan Marshall » est à un tournant de son évolution, avec un recentrage national sur des entrées thématiques et des expérimentations en cours de lancement sur quelques quartiers d'hexagone. Pour ce qui concerne la renégociation des quartiers prioritaires en Martinique, la date reste 2014, avec des orientations actuelles qui dirigent vers une mobilisation toujours plus grande des politiques de droit commun dans un contexte global de rigueur.

Le rapprochement en cours entre le Conseil Régional et le Conseil Général devrait également avoir un impact sur la Politique de la ville (participation des 2 collectivités aux Contractualisations sur leurs enjeux et orientations propres) mais aussi en matière de mutualisation sur les Politiques de Jeunesse (Dans la mise en place de la Démarche Ambition Jeunes mais également en matière d'insertion, de développement social, logement social, de mis en place d'éducateurs de rue en Martinique par exemple,...).

Plus globalement, à travers le Plan de Relance et les Projets d'attractivité territoriale, des perspectives pourraient naître, alors même que les effets de la crise deviennent plus concrets.

A NOTER Ville Karayib

L'Assemblée Générale du Centre de ressources Ville caraïbe s'est déroulée le jeudi 5 mai et a permis de relancer le projet collectif, d'identifier les financements potentiels, les nouveaux membres des Collèges et a réélu son

Président : Justin DANIEL ainsi que les membres du bureau à savoir :

Vice Présidente : Mariele IPHAINE

Trésorier : Anicet SOQUET

Trésorière adjointe : Sandra BLACODON-MITRAIL

Secrétaire : Bruno CARRER

Secrétaire adjointe : Elodie FIOLE

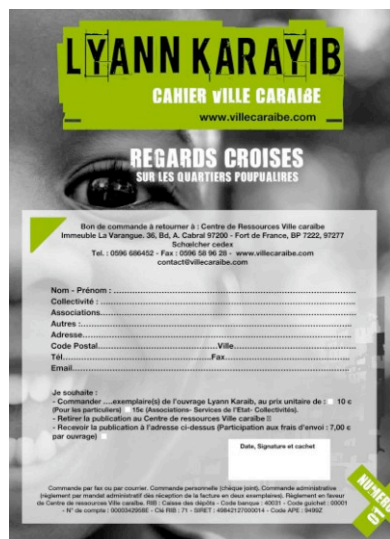
Pour télécharger : la liste des membres de collèges et le rapport d'activités 2010

Programmation en Juin :

- Les premières Rencontres mensuelles des acteurs de Réussite Educative
- Accompagnement de la démarche CUCS-Programme de Réussite éducative à FDF
- Le guide de réussite éducative (mis à jour)
- Accompagnement démarche Atelier Santé Ville (ASV)
- Accompagnement des démarches locales de prévention

...

Le Centre de ressources est dans une démarche de refonte de son site internet : Pour recueillir vos avis et attentes : Cliquez ici



Le premier numéro des Cahiers Ville caraïbe : « **Lyann Karayib** » est enfin disponible. Il s'agit pour ce trimestriel de proposer des articles de fonds et de capitalisation d'expériences à partir des enjeux de la Politique de la ville.

Le Premier numéro est une approche partagée des territoires qui nous mobilisent : « **Regards croisés sur les quartiers populaires en Martinique** ».

Cette revue propose ainsi des approches de : sociologues, anthropologues urbanistes, chercheurs, photographes, pawoleurs, habitants, élus et surtout professionnels de la politique de la ville sur des thématiques en lien avec la Politique de la ville et la cohésion sociale et territoriale. Un appel à contribution pour le 2eme Numéro est en cours jusqu'au 11 septembre sur : Les Jeunes, acteurs de la ville ?

Pour retrouver la présentation de « Lyann Karayib » : cliquez ici

Télécharger le Bon de commande, le Sommaire et l'éditorial : cliquez ici

2 Formations- actions en partenariat avec le CNFPT

Le Centre de ressources, en partenariat avec le CNFPT a organisé le Jeudi 13 et le vendredi 14 janvier 2011, deux Formations actions ayant pour objectifs, la qualification collective, l'approche sociologique, la connaissance des dispositifs et acteurs, l'appropriation des outils et méthodes de mises en œuvre et l'échange de pratiques. Ces formations étaient animées par Nicole CHAMBRON, sociologue consultante, Malik DURANTY, Sociologue chercheur et Mathieu Petit, directeur du Centre de ressources Ville caraïbe. Ces deux formations actions ont réunies 45 professionnels : chargée de mission jeunesse, prévention de la délinquance, coordonateur CLSPD, médiation sociale, responsables d'associations et animateurs vie associative et jeunesse.

■ Formation Action Elaboration et conduite d'une Politique locale de Jeunesse

En première partie le Cadre actuel des Politiques de Jeunesses

- Historique,-Actualités nationales (Plan Agir pour la Jeunesse, expérimentation, service civique, Plate forme d'orientation,...)
- Dispositifs européens et financements
- L'Actualité locale :
- Quelles jeunesses martiniquaises ? Approche sociologique (victime ? menace ou ressources ?)
- Présentation des dispositifs en place et en cours de mise en place : Démarche Ambition Jeunes, Dispositifs locaux,...
- Tour de table : Présentation des chantiers en cours et expériences

● En deuxième partie La méthodologie de mise en œuvre d'une Politique de Jeunesse

- du diagnostic à la mise en œuvre
- la territorialisation et la Veille
- la prise en compte des publics en décrochage scolaire ou sociale
- Le Partenariat et la coordination

■ Formation action « Du diagnostic à l'élaboration d'une politique communale de prévention de la délinquance

● En première partie le Cadre actuel de la Prévention de la délinquance

- Historique, émergence et définitions (Nicole Chambron)
- Législations et Actualités nationales (LOOCSI 1 et 2, Livret de prévention, Rapport Bockel, LOOCSI II, Plan National 2009-2013...) et Rapport REYNES ! Présentées par Nicole Chambron

L'Actualité locale énoncée au moyen notamment

- des retours d'expériences des différents acteurs présents mais aussi des chantiers en cours,
- d'une approche sociologique des phénomènes de délinquance en Martinique présentée par Malik Duranty,
- d'une présentation des dispositifs en place et en cours de mise en place présentée par Mathieu PETIT

● En deuxième partie, Du diagnostic à la mise en œuvre de Politique locale de Prévention

- la territorialisation et la Veille (Malik DURANTY)
- Le Partenariat et les outils (Nicole CHAMBRON)

La Jeunesse comme Ressources

Le Plan Ambitions Jeunes. La question des jeunes en décrochage impacte la cohésion sociale. **Avec plus de 62 % des jeunes de 16 à 25 ans en situation de chômage**, le Conseil Régional est conscient de la situation d'urgence sociale, économique, identitaire et sanitaire des jeunes martiniquais, ainsi il a présenté le 13 décembre 2010 son « plan ambition jeunes Martinique ». Portée par la commission cohésion sociale et économie solidaire et par le biais d'un Comité de Pilotage partenarial, cette démarche collective veut considérer le jeune dans la totalité de son parcours et veut s'assurer que toutes les questions liées à la jeunesse sont « prises en compte de manière transversale dans les politiques régionales et en complémentarité avec les actions de ses partenaires ». Pour le mettre en œuvre, le Conseil Régional a adopté dans le budget 2011, quelques 3 millions d'euros et plus à l'avenir.

Ainsi, cette démarche globale repose sur 4 axes :

- Axe 1 : Accès et Intégration par la culture et le sport
- Axe 2 : Soutien et valorisation des initiatives professionnelles et citoyennes
- Axe 3 : Lutte contre les incivilités et prévention des risques
- Axe 4 : Amélioration de la performance du système d'éducation et de formation

En Février une vingtaine de mesures ont été adoptées dans ce cadre.

Depuis, le rapprochement avec le Conseil Général et les possibilités de mutualisation sur certaines actions

permettent d'espérer une meilleure lisibilité de la gouvernance globale sur cette politique ainsi que sur les mesures concrètes qui en découleront. Le Conseil Régional a ainsi déjà pu mettre en place en partenariat : une Ecole de la deuxième chance, des activités en direction des jeunes sur l'entrée : mer, patrimoine et culture ; 20 chantiers d'insertion et bientôt l'immersion pour 1000 jeunes en entreprises. Ceci, en plus de son action globale sur la formation et le développement économique ainsi que l'intégration des problématiques d'activité des jeunes dans la mise en place des grands chantiers structurants.

La Question de la prise en compte des différentes jeunesse est révélatrice des perspectives d'avenir d'une société à l'échelle internationale comme locale. Ainsi, il faut rappeler que la Jeunesse française est l'une des plus pessimistes selon de nombreuses enquêtes internationales et cette jeunesse devrait être un des enjeux prioritaires de la prochaine élection présidentielle.

A notre niveau aussi, il s'agit d'un enjeu prioritaire qui est au cœur de toutes perspectives économiques, culturelles, touristiques et sociales dans une société qui se prépare au vieillissement de sa démographie.

Source France Antilles

Pour aller plus loin :

-Portrait d'une jeunesse française en janvier 2011 (fondapol)

-Les chiffres clés de la jeunesse en Martinique DDJS. 2010

-Rapport en ligne du CESR de Martinique : La Jeunesse Martiniquaise des prochaines décennies 2010

-Les Jeunes martiniquais: analyse typologique territorialisée 2010 (COMPAS/Ville caraïbe)

Rubrique Ville caraïbe : Politiques de jeunesse : [Cliquez ici](#)

► **Action jeunes.** Au cours d'une tribune d'expression, de jeunes Lamentinois ont pu passer en revue deux ans d'activités menées entre 2009 et 2010, par le **Conseil communal de la jeunesse lamentinoise et les juniors associations implantées dans les quartiers de la ville**. En présence de leurs parents, du maire Pierre Samot, de Sandrine Michalon-Faure, sous-préfète, déléguée à la cohésion sociale et à la jeunesse et d'élus du conseil municipal, ils ont pu présenter une bonne centaine d'actions d'intérêt collectif. Un film bilan projeté a permis de les voir s'investir aussi bien dans des projets sur le développement durable, sportif, culturel, lié à la sécurité routière ou encore à la prévention contre la violence. Signe supplémentaire d'encouragement, des prix sont venus saluer les actions menées au cours de cette soirée, où les jeunes ont assuré le spectacle entre slam, démonstration de sauvetage et mise en scène. Ce fut également l'occasion pour les jeunes de montrer leur sens artistique, que ce soit par la danse ou par les mises en scène de la junior association « Les jeunes de Pelletier en action », ou de jeunes référents de la sécurité routière. Source France Antilles

► **Une convention sur la réparation pénale.** Dans le cadre du Contrat Local de Sécurité Intercommunal (CLSI) et de l'action de justice de proximité, la CACEM a signé le 24.01.2011, une convention valable pour un an sur la réparation pénale, avec la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (DTPJJ) en proposant d'accueillir au sein de ses services, des jeunes confiés par l'autorité judiciaire aux services de la protection judiciaire de la jeunesse, en vue d'effectuer une mesure de réparation (exemple dans le cadre de la Brigade de l'environnement)

Fiche d'expériences de l'action

« Trace ta route » de l'Association ALOA Formation dans le cadre du Fond d'Expérimentation pour la Jeunesse 2010-2011.

Dans le cadre des appels à projets CUCS précédents et en cours, le Centre de ressources est à la recherche d'expérience à capitaliser dans le cadre d'actions politique de la ville.

ET AUSSI...



INSERTION

► **La Fondation agir pour l'exclusion (FACE)**, soutenu par la direction du travail, a mis en place un comité de pilotage dans le cadre du projet "Agir pour trouver mon emploi", afin d'aider les publics à la recherche d'un emploi. Ainsi, par le biais de mini-stages, des jeunes repérés par les missions locales, peuvent connaître une première immersion professionnelle dans le métier de leur choix parmi les 44 entreprises partenaires de Face. Il s'agit, en compagnie d'un tuteur, de déclencher chez eux l'envie de formation, parfois dans des entreprises différentes, mais toujours dans un seul métier, afin de finaliser par la suite leur choix professionnel. "Sur les 36 jeunes sélectionnés, 27 ont terminé l'ensemble du parcours et parmi ces derniers ils sont 20 à avoir trouvé soit un emploi soit une formation et 17 sont dans un cycle de parrainage, car ils ont besoin encore d'être confortés", commente la coordonnatrice. Pendant un an, les 17 jeunes seront suivis par les entreprises. Pour certains, l'expérience pourrait se concrétiser par un emploi en fin 2011.

- **Face Martinique - Fix : 0596 720003 - Port. : 0696 445597- Valérie PAVIUS, DRH à la SARA et Présidente de FACE Martinique** *Source France Antilles*

► **PRE du Lamentin:** Dix nouvelles familles viennent d'intégrer un programme qui va aider leurs enfants face aux difficultés scolaires rencontrées... En effet, l'association Trajets-Dom, spécialisée dans la formation et la prévention de l'échec scolaire et l'insertion professionnelle, a servi de point de ralliement au Programme de réussite éducative du Lamentin (PRE). Les partenaires de ce dispositif ont rencontré Alfred Sinosa, « Ancien président du Groupement d'intérêt public et du Contrat urbain de cohésion sociale dont dépend le PRE, de même que les familles qui en bénéficient déjà et celles qui vont l'intégrer dans peu de temps. (...) Ces dix nouvelles familles lamentinoises ont signé devant l'assemblée, le contrat d'engagement de mise en route du programme pour venir en aide à leurs enfants, lesquels ont été ciblés dans les établissements scolaires (écoles, collèges, lycées) de la commune. Ce qui amène le nombre de familles suivies à 30 pour 2011.

Lancé en 2008 au Lamentin et porté par le GIP/DSU, le PRE a l'ambition d'accompagner des enfants et des adolescents de 2 à 16 ans présentant des signes de grande fragilité et de retard scolaire.

Les contrats engageront sur les trois années à venir tant les familles entre elles qu'avec les différents intervenants qu'ils soient du domaine social, sanitaire, culturel ou sportif. Durant cette période, des réponses existantes ou innovantes devront être adaptées aux besoins de chaque enfant. Un soutien direct devra être apporté aux parents ainsi que des

compétences dédiées à la médiation familiale. Enfin, une évaluation régulière et une adaptation du dispositif par rapport à l'évolution de la situation individuelle seront mises en place.

Sur environ 3 600 élèves, tous établissements confondus, près de 500 enfants ont été identifiés comme étant en « grande difficulté ». (...) une vingtaine d'enfants a été sélectionnée. En 2011, 10 enfants supplémentaires vont intégrer ce dispositif et seront donc une trentaine, une partie des autres étant accompagnés dans d'autres dispositifs de réussite éducative (droit commun, clas, ovv CAF,..)

D'un point de vue financier, la ville du Lamentin et ses partenaires ont consacré entre 2007 et 2010 environ 2 200 000 d'euros à ce secteur de l'éducation. 240 000 euros sont dédiés chaque année au PRE, une somme répartie de moitié entre la ville et l'Agence pour la cohésion sociale et l'égalité des chances.

Les partenaires sont :

Le Conseil général par l'intermédiaire de l'Aide sociale à l'enfance (ASE), la PMI (protection maternelle infantile), la Caisse d'allocations familiales, l'Éducation nationale, le Centre médico psycho pédagogique, le Centre communal d'actions sociales du Lamentin, l'Office des sports du Lamentin, l'Association pour le logement social, l'État (Agence pour la cohésion sociale et l'égalité des chances).

Source France Antilles

► « École, famille, quartier », le dispositif initié par le Département en 2007 a fait l'objet d'un bilan après 4 ans d'expérimentation, au Conseil général, le 01 mars 2011. Depuis 2007, 169 élèves ont été pris en charge par ce dispositif. Et, selon les résultats présentés, dans 60% des cas, il y a eu une amélioration de la situation scolaire et sociale après cet accompagnement spécifique.

Le dispositif « école, famille, quartier » consiste à mettre en place pour des enfants notamment de 6ème, un suivi des élèves, associant le collège, la famille et les services sociaux. Le chef d'établissement doit signaler aux parents et aux services sociaux et médico-sociaux l'absentéisme ou le comportement d'un enfant à partir d'une grille de repérage partagé. Un référent administratif est alors chargé de suivre l'élève et de prendre contact avec la famille afin d'évaluer sa situation sociale (équilibre familial, logement, problèmes financiers, alcoolisme,...). L'idée du dispositif est également de mettre en synergie

différentes compétences (éducateurs, enseignants, responsables d'associations, travailleurs sociaux de proximité), « pour permettre à ceux qui n'ont pas eu les mêmes chances que les autres de pouvoir s'en sortir ». Cette appréhension très large de la situation sociale des élèves scolarisés en difficultés a permis d'ores et déjà d'obtenir des résultats significatifs et encourageants. Il reste qu'il s'agit d'un dispositif limité à certains établissements et dans lesquels pour l'instant sont repérés, 10 élèves de 6ème. Pour avoir un impact plus important et être généralisé ce dispositif devrait pouvoir prendre en compte un plus grand nombre d'enfants et nécessiterait donc un soutien financier et partenarial plus important.

Monsieur CHOUX Ronald

Conseiller technique adjoint de la direction de l'action sociale

Avenue des Caraïbes- 97264 Fort-de-France

Tél. : 0596 55 37 60

Email : choux@cg972.fr

► **Un Point Info Famille à la cité Bon Air.** L'Union départementale des associations familiales de la Martinique (Udaf) a repris le Point Info Famille (PIF) depuis le 1er mars à la cité Bon Air. Le PIF est avant tout un lieu d'accueil et d'orientation destiné aux familles.

L'adresse : Maison des organismes familiaux, cité Bon Air - route des Religieuses à Fort-de-France.

Contact :-Tél. 05 96.71.67.86 - Email : udaf972@wanadoo.fr - Site internet : www.point-infofamille.fr

► **Bilan inquiet du Conseil local de sécurité de la ville du Lamentin.** Augmentation des incivilités, recrudescence de la circulation d'armes et de stupéfiants, recours systématique à la violence pour les problèmes liés aux vols. C'est le constat qu'ont effectué sur le terrain les agents de médiation et les policiers municipaux du Lamentin pour l'année 2010. Tous les acteurs du conseil local de sécurité se sont ainsi réunis autour du maire Pierre Samot pour analyser et tenter de lutter contre cette dérive, en présence des représentants de la préfecture et de la police nationale. Robert Calandri, directeur départemental de la sûreté publique (police nationale) a assuré qu'il allait essayer de trouver des effectifs pour constituer une brigade de sécurité et de proximité, comme à Fort-de-France. Depuis la fin de l'année, six policiers sillonnent à pied le

► **L'Association « La main tendue », gestionnaire de la Maison de la Justice et du Droit** faisait un bilan partiel concernant sa gestion sur les zones sensibles de Fort-de-France. L'établissement assure la régulation des conflits en dehors du cadre juridictionnel, oriente les victimes en matière de réparation, sert de lieu de rencontre pour les conciliations et facilite l'accès au droit et œuvre auprès des familles (soutien à la parentalité) entre autres.

Sur Fort-de-France, quatorze zones d'intervention ont été identifiées, comme plus sensibles. Elles sont couvertes par

centre-ville, avec « d'excellents résultats » a reconnu le chef de la police.

À l'avenir, la coordination entre les polices municipale et nationale devrait en outre être renforcée par la signature d'une convention, en cours d'élaboration. Cette collaboration permettra de répartir le travail pour les contrôles routiers, les contrôles aux abords des établissements scolaires et d'autres actions ponctuelles.

Un autre projet a suscité davantage de débats : l'installation de caméras de « vidéo protection » au centre-ville. Le conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance du Lamentin existe depuis trois ans. Il a permis de coordonner de nombreuses actions de prévention en 2010.

Source France Antilles

les équipes des agents de médiation inter-quartiers (AMIQ) qui vont à la rencontre de la population et orientent en fonction des problèmes rencontrés.

Ainsi, le travail fait au sein de ces quartiers foyaux permet, d'une part, de dégrossir le flot des affaires au tribunal de Grande instance et d'autre part, d'apaiser les tensions dans ces quartiers dits chauds. L'exemple de la zone 3 regroupant les Terres-Sainville, l'Ermitage et Coridon, sur une période de trois mois (octobre, novembre et décembre 2010) est probant. Dans le domaine des « problèmes sociaux », sept interventions concernant des procédures d'insertion sont à retenir, contre un seul cas de toxicomanie. Sur le volet de «

l'amélioration de l'environnement », les enlèvements de véhicules hors d'usage (VHU), les réfections de logements de même que les procédures de réfection de la chaussée, sont les interventions les plus nombreuses : 8 VHU, 8 logements, 5 pour la chaussée. Le volet consacré aux « gestions de conflits » est monopolisé par ceux liés au voisinage (8), à la famille (8) et à l'opposition entre locataire et propriétaire (7). Du côté de la Maison de la Justice et du Droit, chaque jour, Jeanne Don, l'agent en charge de l'accueil oriente près de 50 personnes vers les différents services et partenaires tels que l'aide aux

victimes, les conciliateurs de justice, les médiateurs familiaux, la psychologue, l'association des visiteurs de prison, l'association Rosannie Soleil s'agissant des violences intra-familiales... Au regard de ce bilan partiel dressé sur les trois derniers mois de l'année 2010, l'association gestionnaire du site entend élargir sa base de partenaires afin de mieux répondre aux besoins de la population de plus en plus demandeuse d'accompagnement.

Source France Antilles



► **Josette MANIN**, élue au Conseil général depuis 2001 et conseillère générale du quartier du Morne Pitault du Lamentin, a emporté les élections à la présidence du Conseil général le 31 mars 2011.



► **Laurent Prévost est le nouveau préfet de la Martinique** Laurent Prévost avait été secrétaire général ici même.

Actualités nationales politique de la ville

► **Comité interministériel des villes du 18 février 2011 : la nouvelle feuille de route des ministères est fixée**

► **Programme de travail 2011 du CNV** : mise en place d'un Groupe de travail ressources en direction des élus Outre mer sur la Politique de la ville : [Cliquez ici](#)

► **Moyens de la Politique de la ville : le Programme 147**

La dimension interministérielle du programme 147 « Politique de la ville » est essentielle. La mobilisation de chacun des ministères concernés (emploi, santé, transports, éducation, sécurité, culture...) est retracée dans le document de politique transversale consacré à la ville. Sur le site du SGCI : <http://www.ville.gouv.fr/?Moyens>

► **La difficile marche des clubs vers la politique de la ville**. Les clubs sportifs sont-ils des lieux d'intégration et d'éducation dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville ? **Pour consulter l'article : "Article LOCALTIS" »**

► **ODAS** L'Observatoire national de l'action sociale décentralisée confirme la hausse en 2010 de la charge nette d'action sociale pesant sur les budgets départementaux, qu'il s'agisse d'aide sociale à l'enfance, de soutien à la perte d'autonomie ou de RSA. Au-delà des allocations, les dépenses d'hébergement sont aussi en cause. De gros efforts de gestion ont été faits. Mais dans ce contexte de rigueur, les actions de prévention et d'accompagnement risquent de s'étioler.

► **Péréquation : les propositions communes des associations du bloc local**

Entamée en début d'année, la réflexion sur la péréquation entre communes et intercommunalités avance. Les associations nationales de maires et présidents de communautés ont présenté ce 25 mai les...



Appel à Projet 2011 du CUCS de FDF

sur les 14 quartiers prioritaires et sur 8 thématiques.

Date limite de dépôt des dossiers: Vendredi 10 juin

2011

Retrait et dépôt des dossiers au GIP-GPV, 65 rue

François ARAGO

et sur www.fortdefrance.fr (rubrique CUCS): Cliquez ici. Note de cadrage: cliquez ici

Appels à projet: cliquez ici

Dossier CERFA à retourner et exigibilité cofinancement

L'équipe Projet :

- Sylvie MERLIN (Directeur des affaires Sociales et Solidarité, Chef de projets CUCS)

- Gisèle ERICHER gisele.ericher@gipgpvdf.com

- Valère EGOUY valere.egouy@gipgpvdf.com

- Vanessa FOUILLON vanessa.fouillon@gipgpvdf.com

► **APPELS A PROJETS Fondation de France : «Enfance et culture »**

La Fondation de France propose de soutenir financièrement des projets encourageant les enfants de 6 à 16 ans à s'ouvrir aux arts et à la culture et dont la démarche pédagogique repose sur deux conditions essentielles : une confrontation directe de l'enfant à des œuvres d'art et une pratique artistique effective exigeant l'implication d'un artiste. **Consulter l'appel à projets**

Clôture le 30/12/2011.

Retrouver la rubrique : Appel à projets du Centre de ressources : <http://www.villecaraibe.com/appels.html>

Bibliographie Ville caraïbe



Guide de l'Elu délégué à l'animation, à la vie associative et à la vie des quartiers de Jérôme DUPUIS. 80p. Editions Territorial. Sept 2008. Ce guide dresse une synthèse du cadre des politiques locales d'animation, de vie associative et de vie des quartiers. Il développe la démarche d'élaboration et de mise en œuvre de ces politiques publiques.



Prévenir les conflits avec les jeunes de Jean-Pierre GAYERE. 112p. Editions Territorial. Avril 2010. Confrontés aux carences éducatives et à la relégation des jeunes, les professionnels des collectivités locales sont souvent démunis : Comment remédier au manque d'éducation ? Comment éviter l'apparition de comportements régressifs (incivilité, violence, drogue...) ? Comment prévenir les conflits ? Comment aider les jeunes à s'intégrer dans une société plus incertaine ? L'auteur apporte des réponses précises en s'appuyant sur les derniers acquis de la recherche et l'expérience des professionnels de terrain.

Les Classeurs de la Lettre du cadre : Diriger un service enfance et/ou jeunesse. De M Olivier de Vesvrotte et Mme Aline Dodo et Mme Valérie Poncet et M Roger Soncarrieu. 1 volume, 514p. Editions Territorial. Dernière mise à jour : mars 2011. Élaborer une stratégie en direction des jeunes et des familles. Présentation des nombreuses réalisations possibles. Disposer à tout moment d'une information actualisée, précise et utile.



Les Classeurs de la Lettre du cadre : Le guide permanent du développeur économique. Ouvrage collégial. 2 volumes, 1004 p. Editions Territorial. Dernière mise à jour février 2011. Acquérir rapidement les méthodologies indispensables du métier de développeur. Bénéficier du savoir-faire d'une équipe de professionnels confirmés et d'experts. Un guide pratique, opérationnel et évolutif.

Sites internet

<http://creativite-et-territoires.org/>

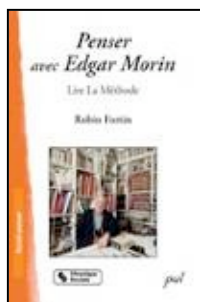
Vous trouverez sur le site « Créativité et Territoires » les références d'ouvrages, les colloques, les lieux, les expériences, les acteurs, les signaux faibles...repérés et partagés sur cette problématique qu'est la créativité dans les territoires.



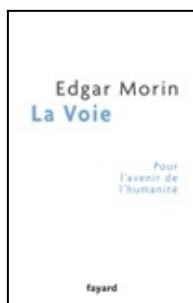
Créativité et territoires



Des acteurs territoriaux face aux défis de la créativité



Penser avec Edgar Morin.
Lire La Méthode
Auteur : Robin Fortin
Chroniques sociales 2008
256 pages



Une Voie
Edgar Morin

Essais Fayard 2011

INTEGRATION- Evènement

Jeudi 26 mai 2011 à l'ATRIUM

Il fallait être là, à la présentation théâtrale d'une vingtaine de femmes immigrées qui ont suivi un parcours d'intégration au sein de l'AADPAS. Cette association milite avec en son sein des professionnels sur le chantier de l'intégration notamment. Elle est à l'initiative avec l'Etat et ses partenaires de la mise en place d'un Programme Régional d'Intégration des Personnes Immigrées. (PRIPI) **A suivre.**

